
PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL PUBLIC
Mardi 20 août 2019 à 18h00

Séance publique du conseil municipal du 20 août 2019 à 18h00
convoqué le 14 août 2019.

Le 20 août 2019 à 18 heures, le conseil municipal, s'est réuni en séance publique à la mairie, sous la présidence de Monsieur Philippe MUGNIER, Maire.

- Etaient présents : M. Philippe MUGNIER, M. Jean-Christophe VIDONI, Mme Josette RICHARD, M. Jean-Marc BELLEVILLE, Mme Marie-Frédérique ALAPHILIPPE, M. Serge DALLE FRATTE, M. Rémy OLLIVIER, Mme Julia AUSTEN, M. Claude ALLEMOZ, Mme Béatrice CHEVALLIER, Mme Laurence CHEVALLIER, Mme Laurette COSTES, Mme Véronique BENE, Mme Dominique CHAPUIS, M. Nicolas GAULIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

- Absents représentés :
 - M. Philippe CARRIER qui a remis son pouvoir de vote à Mme Julia AUSTEN
 - M. Nicolas DESSUM qui a remis son pouvoir de vote à Mme Josette RICHARD
 - Mme Marie-Noëlle PERRIER qui a remis son pouvoir de vote à Mme Dominique CHAPUIS
- Absents excusés :
 - M. Patrick MUGNIER
 - Mme Sylvie CHABOUD
 - Mme Elodie TERMIER
 - M. Thierry BRECHET
 - Mme Agnès FLEURY-DONNAY
 - Mme Annie WAGNER
 - M. Yann MAHE
 - M. Gilbert BLANC-TAILLEUR
 - M. Fernand MUGNIER
 - Mme Valérie DEPOULAIN-COURTOIS
- Secrétaire de séance : Nicolas GAULIN

Les convocations de la réunion du conseil municipal ainsi que l'ordre du jour accompagné des projets de délibérations ont été transmis par voie postale aux conseillers, le mercredi 14 août 2019. L'ordre du jour a été affiché aux portes de la mairie du chef-lieu et de la mairie annexe le mercredi 14 août 2019, ainsi que sur tous les panneaux d'affichage municipaux présents sur le territoire de la commune de COURCHEVEL. Il a également été transmis à la correspondante locale du journal « Le Dauphiné Libéré » et à la radio locale « R'Courchevel ». A l'ouverture de la séance, monsieur le Maire propose aux conseillers d'approuver le procès-verbal du conseil municipal public du 18 juillet 2019 envoyé le 26 juillet 2019. Aucune observation n'a été formulée. Conformément à l'article L.2121-15 du CGCT, il est procédé à la désignation du secrétaire de séance. Selon l'usage, c'est le plus jeune membre présent, aussi Nicolas GAULIN est désigné à l'unanimité et accepte cette fonction.

1- ADMINISTRATION GENERALE

Délibération n° 204-2019 : Autorisation de signature de la convention d'objectifs entre la commune de Courchevel et l'EPIC Courchevel Tourisme pour la période du 1^{er} septembre 2019 au 31 août 2022

Monsieur le Maire expose : Il rappelle au conseil municipal que l'EPIC Courchevel Tourisme a été créé par délibération en date du 8 novembre 2004. A l'issue des fusions des communes de Saint-Bon

Tarentaise et de la Perrière, l'office de tourisme de la Tania a été intégré à l'office de tourisme de Courchevel. En conséquence, le conseil municipal a modifié les statuts de l'EPIC le 27 mars 2018. Il est rappelé que ces statuts précisent un certain nombre de grandes missions, en particulier : l'accueil et l'information des touristes, la communication et la promotion de la station, la gestion et la coordination des animations touristiques, la commercialisation. Il est par ailleurs indiqué que le classement des offices de tourisme de 1^{ère} catégorie, dont bénéficie Courchevel, impose que des objectifs soient fixés dans des conventions périodiques triennales. Les précédentes conventions couvraient les périodes 2013-2014 puis 2015-2017. Dans ce contexte, et compte tenu des sommes importantes allouées par la commune, non seulement par le biais des ressources obligatoires de la taxe de séjour et de la taxe des remontées mécaniques, mais également avec les subventions complémentaires, une nouvelle convention d'objectifs doit être conclue. Cet accord s'articule autour de huit groupes d'actions qui seront mesurés à l'aide d'indicateurs présentés dans un rapport biennuel dans les deux mois qui suivent chaque fin de saison touristique.

Ces groupes sont les suivants :

1. assurer l'accueil du public et susciter le désir de découverte du visiteur,
2. organiser l'information touristique des visiteurs ainsi que des résidents et des socio-professionnels,
3. promouvoir la destination touristique (salon, publicité, relation presse, marque,...),
4. commercialiser la station : double gamme de produits luxe et intermédiaire, réservation en ligne, relation client type CRM,
5. planifier, mettre en œuvre en direct ou avec des prestataires des animations et des événements,
6. être force de proposition pour la politique locale touristique avec notamment la tenue de tableaux de bords et un plan d'action destiné à l'été,
7. gérer certains services touristiques,
8. suivi de la démarche qualité qui doit s'appuyer sur la politique qualité de l'entreprise qui détermine les objectifs à atteindre en termes de production et de management.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal d'accepter la conclusion d'une convention d'objectifs détaillant l'action de Courchevel Tourisme pour la période du 1^{er} septembre 2019 au 31 août 2022.

Le conseil municipal, à l'unanimité, accepte les dispositions de la convention d'objectifs conclue avec Courchevel Tourisme pour la période du 1^{er} septembre 2019 au 31 août 2022, et autorise monsieur le Maire à signer la convention.

2- AFFAIRES FINANCIERES

Délibération n° 205-2019 : Décision Modificative n°3 du budget annexe de l'Assainissement

Monsieur Jean-Christophe VIDONI expose : la décision modificative n°3 du budget annexe de l'assainissement, ne concerne que la section d'investissement. Cette décision modificative n°3 permet d'ajuster les crédits budgétaires en prenant en compte les événements survenus depuis le vote du budget primitif. La décision modificative n°3 permet ainsi d'inscrire des crédits nouveaux en dépenses sur les opérations :

- 917 « Réfection route des Brigues » à raison de 53 000 € pour les travaux Colas à réaliser,
- 924 « Mise en séparatif des villages » à raison de 2 000 € pour la prise en charge des constats d'huissier.

Ces dépenses nouvelles sont financées par un transfert de crédits disponibles des opérations :

- 501 « Gros entretien » à raison de -53 000 €,
- 103 « Matériel » à raison de -2 000 €.

Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve la décision modificative n°3 du budget annexe de l'assainissement, qui n'affecte que la section d'investissement, telle qu'elle a été présentée ce jour, en l'arrêtant définitivement à :

SECTION D'INVESTISSEMENT

Recettes	+ 0,00 €
Dépenses	+ 0,00 €

Le conseil municipal précise que la section de fonctionnement est sans changement.

Délibération n° 206-2019 : Décision Modificative n°2 du budget annexe de l'Eau

Monsieur Jean-Christophe VIDONI expose : la décision modificative n°2 du budget annexe de l'Eau, ne concerne que la section d'investissement. Cette décision modificative n°2 permet d'ajuster les crédits budgétaires en prenant en compte les événements survenus depuis le vote du budget primitif.

1) Section d'investissement

La décision modificative n°2 permet ainsi d'affecter en dépenses des crédits nouveaux sur les opérations :

- 917 « Réfection rue des Brigues » à raison de 17 000 € pour les travaux Colas
- 501 « Gros entretien » à raison de 120 000 € pour les travaux d'alimentation du lac du Praz

Ces dépenses nouvelles sont financées par un transfert de crédits disponibles des opérations :

- 700 « Périmètre des captages » à raison de - 17 000 €
- 919 « Réfection des adductions » à raison de -90 000 €
- 930 « Réservoir des Brigues » à raison de -30 000 €

Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve la décision modificative n°2 du budget annexe de l'Eau, qui n'affecte que la section d'investissement, telle qu'elle a été présentée ce jour, en l'arrêtant définitivement à :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Recettes	+ 0,00 €
Dépenses	+ 0,00 €

Le conseil municipal précise que la section de fonctionnement est sans changement.

Délibération n° 207-2019 : Décision Modificative n°3 du budget annexe Parc Auto

Monsieur Jean-Christophe VIDONI expose : la décision modificative n°3 du budget annexe Parc Auto ne concerne que la section d'investissement. Cette décision modificative n°3 permet d'ajuster les crédits budgétaires en prenant en compte les événements survenus depuis le vote du budget primitif.

1) Section d'investissement

La décision modificative n°3 permet ainsi d'affecter en dépenses des crédits nouveaux à raison de 70 000 € sur l'opération 405 « Acquisitions immobilières » pour l'acquisition de deux box doubles aux portes de Courchevel. Cette dépense nouvelle est financée par un transfert de crédits disponibles de l'opération 189 « Parking de l'Alpinium ».

Le conseil municipal, à l'unanimité approuve la décision modificative n°3 du budget annexe Parc Auto, qui n'affecte que la section d'investissement, telle qu'elle a été présentée ce jour, en l'arrêtant définitivement à :

SECTION D'INVESTISSEMENT

Recettes	+ 70 000,00 €
Dépenses	+ 70 000,00 €

Le conseil municipal, précise que la section de fonctionnement est sans changement.

Délibération n° 208-2019 : Décision Modificative n°6 du budget principal

Monsieur Jean-Christophe VIDONI expose : la décision modificative n°6 du budget principal ne concerne que la section d'investissement. Cette décision modificative n°6 permet d'ajuster les crédits budgétaires en prenant en compte les événements survenus depuis le vote du budget primitif.

2) Section d'investissement

La décision modificative n°6 permet ainsi après le vote du budget supplémentaire :

- d'inscrire des crédits supplémentaires :
 - en dépenses :
 - sur l'opération 404 «Schéma de mobilité » à raison de 60 000 €
 - sur l'opération 776 « Championnats du monde 2023 » à raison de 50 000 €
 - sur l'opération 572 « VRD Giratoire » à raison de 100 000 € pour la création de la voie pompiers entre Ecrin Blanc et RD
 - sur l'opération 566 « Aménagement rue des Clarines » à raison de 6 000 € pour les travaux d'éclairage public rue des Clarines
 - sur l'opération 917 « Réfection route des Brigues » à raison de 26 000 € pour la prise en charge de l'avenant 1
 - sur l'opération 591 « Front de neige Courchevel 1850 » à raison de 40 000 €, pour des aménagements en faveur du Ladies Night Tour
 - sur l'opération 984 « Giratoire de La Perrellaz » à raison de 360 000 €
 - sur l'opération 983 « Eclairage du stade de slalom » à raison de 40 000 €
 - en recettes :
 - sur le chapitre 10, compte 10226 « Taxe d'Aménagement » à raison de 60 000 €
- d'opérer des réductions de crédits :
 - en dépenses :
 - sur l'opération 736 « Chalets d'Alpage » à raison de - 50 000 €
 - sur l'opération 693 « Lac de la Rosière » à raison de -32 000 €
 - sur l'opération 912 « Mise en conformité handicapés » à raison de -70 000 €
 - sur l'opération 103 « Achat de matériels » à raison de -30 000 €
 - sur l'opération 349 « Maison de Moriond » à raison de -40 000 €
 - sur l'opération 350 « Galerie du Forum » à raison de -300 000 €
 - sur l'opération 104 « Dépôts de terre » à raison de -60 000 €
 - sur l'opération 951 « Aménagement plan du Vah » à raison de -40 000 €

Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve la décision modificative n°6 du budget principal, qui n'affecte que la section d'investissement, telle qu'elle a été présentée ce jour, en l'arrêtant définitivement à :

SECTION D'INVESTISSEMENT

Recettes	+ 60 000,00 €
Dépenses	+ 60 000,00 €

3- PERSONNEL

Délibération n° 209-2019 : Validation des emplois saisonniers - Hiver 2019-2020 – Espace « culture-Médiathèque-animation »

Madame Josette RICHARD expose : elle informe le conseil municipal que la responsable de l'espace « culture-médiathèque-animation » a été recrutée. La prise de poste est fixée au 1^{er} octobre 2019. Afin d'aider la responsable de l'équipement dans ses missions, il est proposé de créer un emploi saisonnier pour cet hiver, pour la période du 9 décembre au 19 avril inclus. L'agent serait recruté sur le grade d'animateur territorial et rémunéré à l'IM 372. Ses missions seront les suivantes : tenue des permanences de la médiathèque, suivi des inscriptions, accompagnement des usagers dans leurs recherches, animation de la structure, équipement des nouveaux ouvrages, des périodiques, des jeux, enregistrement des prêts, suivi des retours, rangement des espaces, mise en œuvre des actions d'animation initiées par la responsable, participation à la diffusion des actions de communication initiées par la responsable.

Le conseil municipal, avec quatorze (14) voix pour et une (1) voix contre de M. Philippe CARRIER (par procuration) décide de créer un (1) poste d'animateur territorial pour l'espace « culture-médiathèque-animation » et le rémunérer sur la base de l'IM 372, autorise monsieur le Maire à signer les actes d'engagement à intervenir, et précise que les agents recrutés dans le cadre des emplois saisonniers correspondants pourront percevoir les primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

Délibération n° 210-2019 : Modification du tableau des emplois – Direction des sports – Tremplins olympiques de saut – Responsable de site - Poste d'attaché territorial

Monsieur le Maire expose : elle rappelle au conseil municipal que le site des tremplins olympiques de saut emploie cinq agents à l'année et un saisonnier l'hiver. Un agent électromécanicien a quitté la commune au 1^{er} juin de cette année et n'a pas été remplacé. Il est proposé de réorganiser le site des tremplins. L'objectif est de conforter sa place de tremplin olympique au niveau national, de rester un site d'entraînement et de compétition de haut niveau, et d'être un site homologué FIS pour les pistes d'élán : K25/K60/K90/K120. L'idée est de recruter un responsable de site chargé des relations avec les utilisateurs, de la préparation de l'ensemble des événements de plus en plus nombreux sur le site, du gymnase, et du futur terrain de football rugby. Cet agent aurait également en charge la gestion administrative et financière du site.

Ce responsable serait assisté par 4 collaborateurs : un adjoint, responsable technique du site, trois agents d'exploitation chargés dans leur domaine de compétence du damage l'hiver, de l'électromécanique, et de divers travaux d'entretien. Le poste saisonnier hiver sera, dans ce contexte, supprimé. Aussi il est proposé au conseil municipal de créer un emploi d'attaché territorial principal à temps complet. A défaut de candidature d'un agent fonctionnaire, ce poste pourra être pourvu par un agent contractuel, recruté sur la base de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984. En ce cas, l'agent serait recruté sur la base d'un contrat d'une durée déterminée de trois ans, susceptible de renouvellement. Les caractéristiques de l'emploi sont les suivantes :

Nature des fonctions

- assurer la gestion administrative et financière du site des tremplins olympiques de saut comprenant le funiculaire, des pistes d'élán, une usine à neige, un gymnase et un terrain de football-rugby à horizon 2020
- encadrer l'équipe des 4 collaborateurs
- assurer et développer les relations avec les utilisateurs
- préparer l'ensemble des événements

Niveau de recrutement

- formation et expérience professionnelle dans le domaine de l'électromécanique
- connaître le monde du saut à ski,
- disposer d'une expérience de gestion d'un équipement sportif

Grade correspondant à l'emploi créé : Attaché principal

Rémunération de l'emploi Entre l'indice majoré 630 et l'indice majoré 650

Le conseil municipal, avec quatorze (14) voix pour et une (1) voix contre de M. Philippe CARRIER (par pouvoir de vote), crée un emploi d'attaché principal, approuve les caractéristiques de l'emploi telles que définies ci-dessus, et précise que les crédits sont inscrits au compte 64.

Délibération n° 211-2019 : Modification du tableau des emplois – Direction des services financiers – Directeur - Poste d'administrateur hors classe

Monsieur le Maire expose : elle informe le conseil municipal que la Préfecture de Savoie a fait récemment une observation sur le cumul d'heures effectuées par Monsieur Serge CRETIN sur la ville, l'office de Tourisme et le syndicat intercommunal d'assainissement de la Vanoise (SIAV). En effet, le cumul d'heures sur les trois structures est supérieur à 44H/semaine, qui est le plafond réglementaire de la durée hebdomadaire de travail. Ainsi, pour se situer dans la légalité, il est proposé que l'activité professionnelle de Monsieur Serge CRETIN soit recentrée sur la commune et le SIAV. Dans ce cadre, il est proposé au conseil municipal de créer un emploi d'administrateur hors classe à temps complet. A défaut de candidature d'un agent fonctionnaire, ce poste pourra être pourvu par un agent contractuel, recruté sur la base de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

Les caractéristiques de l'emploi sont les suivantes :

Nature des fonctions :

- Définition et mise en œuvre de la stratégie financière de la collectivité,
- Réalisation d'analyses financières et fiscales rétrospectives et prospectives y compris des délégations de service public,
- Mise en place d'outils d'aide à la décision auprès de la direction générale et des élus,
- Elaboration de l'ensemble des procédures budgétaires et suivi de leur exécution, gestion active de la dette et de la trésorerie, et des recettes,
- Pilotage de la programmation pluriannuelle des investissements,
- Suivi de l'évolution des règles financières et comptables pour optimiser l'application de la réglementation,
- Suivi des assurances, de la gestion des baux commerciaux et communaux,
- Pilotage et encadrement du service des finances, de la commande publique et des systèmes d'information

Niveau de recrutement :

- Professionnel de la gestion publique locale
- Expérience professionnelle confirmée sur un poste équivalent.

Grade correspondant à l'emploi créé : Administrateur hors classe

Rémunération de l'emploi : Indice majoré 830

Le conseil municipal, avec treize (13) voix pour et deux (2) abstentions : M. Jean-Marc BELLEVILLE et M. Philippe CARRIER (par pouvoir de vote), crée un emploi d'administrateur hors classe, approuve les caractéristiques de l'emploi telles que définies ci-dessus, et précise que les crédits sont inscrits au compte 64.

Délibération n° 212-2019 : Modification du tableau des emplois – Direction des ressources humaines – Chargé de projet Temps de travail – Emploi et compétences - Poste d'attaché territorial

Monsieur le Maire expose : Il rappelle au conseil municipal que la direction des ressources humaines est composée à ce jour de cinq agents :

- une directrice,
- une responsable « Formation, Santé et Sécurité »,
- deux gestionnaires RH :
 - une chargée de la carrière des agents permanents et de la paie,
 - une chargée du temps de travail,

- et une assistante RH en charge des agents non permanents et des recrutements.

Suite au départ à la retraite au 1^{er} août de l'assistante RH, le service a souhaité se réorganiser afin qu'il soit composé de :

- Deux chargés de projet : un sur la formation, santé et sécurité, et un sur le temps de travail, les emplois et les compétences,

- Deux gestionnaires : un sur la carrière et les paies des agents permanents, et un sur les recrutements et les agents non permanents en y intégrant les paies.

Afin de procéder au recrutement du chargé de projet « Temps de travail, emplois et compétences », il est proposé au conseil municipal de créer un emploi d'attaché territorial à temps complet. A défaut de candidature d'un agent fonctionnaire, ce poste pourra être pourvu par un agent contractuel, recruté sur la base de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984. En ce cas, l'agent serait recruté sur la base d'un contrat d'une durée déterminée de trois ans, susceptible de renouvellement.

Les caractéristiques de l'emploi sont les suivantes :

⇒ Nature des fonctions

En qualité de chargé de projet « temps de travail » :

- mettre en place un outil informatisé de gestion du temps de travail,

- organiser, sécuriser et adapter les dispositions relatives au temps de travail,

- assurer un conseil auprès des services en matière d'organisation du temps de travail.

En qualité de chargé de projet « emplois et compétences » :

- analyser la situation de l'emploi et les besoins quantitatifs et qualitatifs en personnel, actuels et futurs, pour répondre aux projets de développement de la collectivité,

- élaborer et assurer le suivi des outils correspondants

⇒ Niveau de recrutement

- Etre titulaire d'un diplôme de type master 2 de gestion des ressources humaines,

- Posséder une première expérience professionnelle dans le domaine des ressources humaines

⇒ Grade correspondant à l'emploi créé : Attaché territorial

⇒ Rémunération de l'emploi Entre l'indice majoré 405 et l'indice majoré 450

Le conseil municipal, avec quatorze (14) voix pour et une (1) voix contre de M. Philippe CARRIER (par procuration) crée un emploi d'attaché territorial, approuve les caractéristiques de l'emploi telles que définies ci-dessus, et précise que les crédits sont inscrits au compte 64.

Délibération n° 213-2019 : Direction des services techniques - Espaces verts - Poste lié à un surcroît d'activité

Monsieur le Maire expose : Il rappelle au conseil municipal sa délibération du 23 mai 2019 portant création d'un poste d'agent pour le fleurissement de la commune pour la période du 6 mai au 31 juillet 2019. Compte tenu du travail effectué et des besoins du service, il est proposé de prolonger ledit contrat jusqu'au 31 octobre 2019.

Le conseil municipal, à l'unanimité décide de prolonger la période dudit contrat du 1^{er} août au 31 octobre 2019 inclus

4- EDUCATION ET AFFAIRES SOCIALES

Délibération n° 214-2019 : Autorisation de signature d'une convention avec la coopérative scolaire de l'école primaire de Courchevel pour l'année scolaire 2019-2020

Madame Josette RICHARD expose : Elle rappelle au conseil municipal que la commune verse, chaque année, une subvention à la coopérative scolaire de l'école primaire de Courchevel pour le financement de sorties et actions scolaires. Une convention de gestion, conclue entre les deux parties, définit le montant de la participation financière de la commune et ses modalités de

versement. Aussi, par délibération en date du 24 juillet 2018, le conseil municipal avait approuvé le budget prévisionnel de la coopérative scolaire, au titre de l'année scolaire 2018-2019, pour un montant de 5 200,00 €. Il avait également alloué une subvention d'un montant de 5 200,00 € maximum pour son financement et autorisé Monsieur le Maire à signer la convention de gestion correspondante. Le conseil d'administration de la coopérative scolaire de Courchevel a présenté, lors de sa réunion du 8 juillet 2019, le bilan de l'année scolaire 2018-2019, qui s'élève à 5 121,69 € et dont le détail est joint en annexe. Il a par ailleurs présenté son projet de budget prévisionnel et sollicité le renouvellement de la convention de gestion pour l'année scolaire 2019-2020, ainsi qu'une subvention d'un montant de 5 200,00 €, comme l'année précédente. Le comité consultatif des affaires scolaires et éducatives, qui s'est réuni le 8 juillet 2019, a donné un avis favorable. Dans ce cadre, il est proposé au conseil municipal d'allouer à la coopérative scolaire de Courchevel une subvention de 5 200,00 € pour l'année scolaire 2019-2020 et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention correspondante.

Le conseil municipal, à l'unanimité approuve les comptes de l'exercice 2018-2019 de la coopérative scolaire de Courchevel, et le budget prévisionnel pour l'année scolaire 2019-2020, décide d'allouer à la coopérative scolaire de Courchevel une subvention de 5 200,00 € au titre de l'année scolaire 2019-2020, rappelle l'obligation d'affiliation de la coopérative scolaire à l'OCCE, conformément au projet de convention, et autorise monsieur le Maire à signer la convention de gestion à intervenir.

Délibération n° 215-2019 : Autorisation de signature d'une convention avec la coopérative du groupe scolaire du Praz pour l'année scolaire 2019-2020

Madame Josette RICHARD expose : elle rappelle au conseil municipal que la commune verse, chaque année, une subvention à la coopérative du groupe scolaire du Praz pour le financement de sorties et actions scolaires. Une convention de gestion, conclue entre les deux parties, définit le montant de la participation financière de la commune et ses modalités de versement. Aussi, par délibération en date du 24 juillet 2018, le conseil municipal avait approuvé le budget prévisionnel de la coopérative du groupe scolaire du Praz, au titre de l'année scolaire 2018-2019, pour un montant de 16 800,00 €. Il avait également alloué une subvention d'un montant de 16 800,00 € pour son financement et autorisé monsieur le maire à signer la convention de gestion correspondante. Le conseil d'administration de la coopérative a présenté, lors de sa réunion du 8 juillet 2019, le bilan de l'année scolaire 2018-2019, qui s'élève à 16 507,25 € et dont le détail est joint en annexe. Il a par ailleurs présenté son projet de budget prévisionnel, et a sollicité le renouvellement de la convention pour l'année scolaire 2019-2020, ainsi qu'une subvention d'un montant de 16 800,00 €, comme l'année précédente. Le comité consultatif des affaires scolaires et éducatives, qui s'est réuni le 8 juillet 2019, a donné un avis favorable. Dans ce cadre, il est proposé au conseil municipal d'allouer à la coopérative scolaire du groupe scolaire du Praz une subvention de 16 800 € pour l'année scolaire 2019-2020 et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de gestion correspondante.

Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve les comptes de l'exercice 2018-2019 de la coopérative scolaire du Praz, et le budget prévisionnel pour l'année scolaire 2019-2020, décide d'allouer à la coopérative scolaire du Praz une subvention de 16 800 € au titre de l'année scolaire 2019-2020, rappelle l'obligation d'affiliation de la coopérative du Groupe Scolaire du Praz à l'OCCE, conformément au projet de convention, et autorise monsieur le Maire à signer la convention de gestion à intervenir.

Délibération n° 216-2019 : Approbation du règlement intérieur de la halte-garderie touristique de Moriend (Les P'tits Pralins de Moriend)

Madame Josette RICHARD expose : elle rappelle au conseil municipal que par délibération n° 175-2016 en date du 28 septembre 2016, celui-ci a approuvé le règlement intérieur de la halte-garderie

touristique de Moriond (Les P'tits Pralins de Moriond). Toutefois, l'évolution de la réglementation et des modalités de paiement imposent d'intégrer des éléments nouveaux à ce règlement, notamment en ce qui concerne la sauvegarde des données confidentielles dans le cadre du RGPD, le respect du calendrier vaccinal selon les dispositions prises par l'Etat, ainsi que la possibilité de paiement par virement bancaire sur internet. Aussi, il est demandé au conseil municipal d'approuver le règlement intérieur.

Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve le règlement intérieur de la halte-garderie touristique « Les P'tits Pralins de Moriond » à Courchevel Moriond.

Délibération n° 217-2019 : Approbation du règlement intérieur de la halte-garderie touristique de la Tania (La Tanière des Croés)

Madame Josette RICHARD expose : Elle rappelle au conseil municipal que par délibération n° 144-2017 en date du 3 mai 2017, celui-ci a approuvé le règlement intérieur de la halte-garderie touristique de la Tania (La Tanière des Croés). Toutefois, l'évolution de la réglementation et des modalités de paiement imposent d'intégrer des éléments nouveaux à ce règlement, notamment en ce qui concerne la sauvegarde des données confidentielles dans le cadre du RGPD, le respect du calendrier vaccinal selon les dispositions prises par l'Etat, ainsi que la possibilité de paiement par virement bancaire sur internet. Aussi, il est demandé au conseil municipal d'approuver le règlement.

Le conseil municipal, à l'unanimité approuve le règlement intérieur de la halte-garderie touristique « La Tanière des Croés » à la Tania.

Délibération n° 218-2019 : Approbation du règlement de fonctionnement de la micro-crèche de la Tania (La Tanière des Croés)

Madame Josette RICHARD expose : Elle rappelle au conseil municipal que par délibération n° 182-2019 du 18 juillet 2019, celui-ci a autorisé monsieur le maire à signer une convention d'objectifs et de financement avec la Caisse des Allocations Familiales de la Savoie pour la micro-crèche de la Tania. Dans le cadre de cette convention, un règlement de fonctionnement doit fixer les modalités d'inscription, d'accueil et de tarification des prestations proposées dans le cadre de la Prestation de Service Unique. Aussi, il est demandé au conseil municipal d'approuver le règlement de fonctionnement.

Le conseil municipal, à l'unanimité approuve le règlement de fonctionnement de la micro-crèche de la « La Tanière des Croés » à la Tania.

Délibération n° 219-2019 : Ouverture des crèches et approbation des tarifs des haltes-garderies touristiques pour la saison d'hiver 2019-2020

Madame Josette RICHARD expose : Elle rappelle au conseil municipal que l'Etablissement Multi-Accueil de la « Tanière des Croés » à la Tania est à la fois une micro-crèche, qui peut accueillir jusqu'à 10 enfants saisonniers, et une halte-garderie touristique. Les haltes-garderies touristiques de « La Tanière des Croés » (14 places sur 24) et « Les P'tits Pralins de Moriond » (12 places) à Courchevel Moriond, accueillent des enfants de vacanciers. Contrairement aux places saisonnières en micro-crèche, les places touristiques n'ont pas fait l'objet d'une convention avec la CAF et ne reçoivent pas d'aide financière. Aussi, les tarifs peuvent être décidés librement par le conseil municipal. Depuis la saison d'hiver 2017-2018, les tarifs avaient été harmonisés entre les haltes-garderies touristiques, sur les différentes tranches horaires de la journée, ce qui avait conduit à une hausse de la fréquentation et des recettes. Ils n'avaient pas été augmentés en 2018-2019. La hausse de la fréquentation sur certaines tranches horaires nécessitera cependant un poste supplémentaire au cours de la saison

prochaine afin de conserver la même qualité de service. Aussi, il est proposé au conseil municipal de définir la période d'ouverture des crèches pour l'hiver 2019-2020, et d'augmenter les tarifs dans les haltes-garderies touristiques à hauteur d'un euro par type de prestation et par jour, ce qui correspond à une augmentation de 2 à 5 % selon les tranches horaires.

Le conseil municipal, à l'unanimité dit que la micro-crèche de la « Tanière des Croés » à la Tania pourra accueillir 10 enfants saisonniers du lundi 2 décembre 2019 au vendredi 24 avril 2020 inclus, que la halte-garderie touristique de « La Tanière des Croés » pourra accueillir 14 enfants, du dimanche 8 décembre 2019 au vendredi 24 avril 2020, que la halte-garderie touristique « Les P'tits Pralins de Moriond » pourra accueillir 12 enfants, du dimanche 15 décembre 2019 au vendredi 17 avril 2020, que les tarifs seront les suivants pour chacune des tranches horaires indiquées :

Tarifs Halte-garderie Touristique 2019 / 2020	MATIN	REPAS + GARDE	APRES MIDI	JOURNEE	PETITE JOURNEE
	(9h-12h)	(12h-13h30)	(13h45-17h)	(9h00-17h)	(11h00-17h)
	= 3 heures	A rajouter aux matins	= 3,25 heures (+ goûter)	= 8 heures (+ repas + goûter)	= 6 heures (+ repas + goûter)
A l'unité	22,00 €	17,50 €	25,00 €	59,00 €	49,00 €
Famille (Unité)	20,00 €	16,00 €	22,50 €	53,00 €	44,00 €
Forfait 5 jours	100,00 €	87,50 €	113,00 €	265,00 €	221,00 €
Famille (5 jours)	90,50 €	80,00 €	103,00 €	239,00 €	200,00 €
Forfait 6 jours	120,00 €	105,00 €	136,00 €	321,00 €	266,00 €
Famille (6 jours)	109,00 €	96,00 €	123,00 €	290,00 €	240,00 €

Le conseil municipal, dit que le tarif famille s'applique lorsque plusieurs enfants d'une même fratrie sont inscrits simultanément dans la même structure, que toute heure supplémentaire non programmée sera facturée 10 € aux familles, et que tout repas non programmé sera facturé au montant de la tranche horaire « Repas + Garde » dans sa totalité.

5. AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME

Délibération n° 220-2019 : Approbation de la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune déléguée de La Perrière

Monsieur Jean-Marc BELLEVILLE expose : Le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) applicable sur le territoire de la commune déléguée de La Perrière a été approuvé le 30 mai 2006 puis modifié successivement le 21 juin 2007, le 29 juin 2011, le 23 décembre 2015 ainsi que le 22 septembre 2016 et révisé le 19 septembre 2013 (révision simplifiée n°1). Par ailleurs, sa révision générale a été prescrite par une délibération en date du 26 novembre 2015. Par délibération n°31-2018 en date du 1^{er} mars 2018, il a été décidé d'engager la révision allégée n°1 dudit P.L.U. en vue de faire évoluer le zonage d'un secteur situé en amont de La Tania. Cette procédure a été initiée en raison d'un projet de travaux de transformation d'une actuelle piste forestière, empruntée en hiver par les seuls pratiquants du ski de fond, par une piste mixte verte ski alpin et ski de fond facilitant ainsi le retour des skieurs débutants jusqu'à la station. Par délibération n°270-2018 en date du 8 novembre 2018, le conseil municipal a décidé :

- de tirer le bilan favorable de la concertation sur le projet de révision allégée n°1 du P.L.U. de la commune déléguée de La Perrière. Toutes les modalités de ladite concertation ayant été respectées et constatant qu'aucune observation n'a été portée au registre et qu'aucun courrier n'a été transmis en mairie ;
- d'arrêter le projet de ladite révision allégée et de solliciter l'avis des personnes publiques associées, de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement ainsi, qu'à leur demande, des communes limitrophes et, si nécessaire, de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Agricoles, Naturels et Forestiers ;
- de soumettre ce même projet à l'examen conjoint de l'Etat, de la commune et des personnes publiques associées.

En application des dispositions du Code de l'Environnement et notamment de ses articles L 123-1 à L. 123-19 et R 123-1 à R. 123-25, le Président du Tribunal Administratif de Grenoble a été sollicité en vue de désigner un commissaire enquêteur. Monsieur Alain VINCENT a été nommé en cette qualité et une enquête publique a eu lieu du 25 mars 2019 au 26 avril 2019 inclus, conformément à l'arrêté municipal n°45-2019 du 22 janvier 2019. 14 personnes se sont présentées aux permanences du commissaire enquêteur et/ou ont déposé une observation en son absence. Une seule remarque a exprimé un avis défavorable auquel il a pu être répondu que les arguments avancés concernaient le projet de travaux d'aménagement de piste verte et non l'évolution en elle-même du document d'urbanisme, objet de la présente procédure de révision allégée. Au regard de cela, Monsieur Alain VINCENT a établi son rapport le 24 mai 2019 avec un avis favorable sans réserve et désormais, le conseil municipal est appelé à se prononcer sur l'approbation de cette procédure.

Le conseil municipal, à l'unanimité approuve la révision allégée n°1 du P.L.U. de la commune déléguée de La Perrière selon les objectifs mentionnés ci-dessus, dit que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et mention de cet affichage sera effectuée dans un journal diffusé dans le Département, et précise que la présente délibération et les dispositions engendrées par le P.L.U. ainsi révisé seront exécutoires après l'accomplissement de la dernière des formalités qui doivent être effectuées à savoir, l'envoi en Sous-Préfecture d'Albertville, l'affichage en mairie et la publication dans la presse.

Délibération n° 221-2019 : Acquisition des parcelles cadastrées section AB n° 877p & 919p sises au lieu-dit « Le Plantret » et « Les Chenus »

Monsieur Jean-Marc BELLEVILLE expose : la commune souhaite favoriser le regroupement et le développement des activités du Club des Sports de Courchevel, dont l'envergure de niveau international participe grandement au rayonnement de la station. Le site du stade de slalom actuel situé non loin du front de neige de Courchevel s'est rapidement imposé pour répondre aux besoins et assurer le rôle de vitrine des activités sportives sur la scène internationale. Le terrain concerné représente une surface d'environ 7 500 m² touchant les parcelles départementales cadastrées section AB n° 877p et 919p sises aux lieux-dits « Le Plantret » et « Les Chenus ». A cet effet, les deux collectivités se sont entendues pour que la commune acquiert les parcelles cadastrées section AB n° 877p & 919p au prix de 1 900 000 € ; sachant que ledit terrain accueillerait une opération de construction de l'ordre de 4 500 m² de surface de plancher (SP) pour l'usage exclusif du Club des Sports ainsi que les parcs de stationnement souterrains nécessaires et que ladite opération serait réalisée par le biais d'un bail à construction d'une durée de 99 ans dont le preneur serait un fond de dotation incluant une clause préférentielle de cession au profit de la commune. Le Conseil Départemental de la Savoie a délibéré en ce sens le 14 juin 2019 et a souhaité intégrer une clause d'intéressement en cas de déclassement, lors de toute mutation ou lors de toute cession de droit de superficie de quelque nature que ce soit dans un délai de quinze (15) années à compter de la date de cession au profit de la Commune. Au vu de ces éléments, le conseil municipal est appelé à se prononcer sur l'acquisition évoquée ci-dessus et à autoriser monsieur le Maire à signer les actes relatifs à cette transaction.

Le conseil municipal, à l'unanimité décide d'acquérir les parcelles départementales cadastrées section AB n° 877p et 919p sises aux lieux-dits « Le Plantret » et « Les Chenus » au prix de 1 900 000 € selon les conditions indiquées en préambule, autorise monsieur le Maire à procéder à la signature de tout acte relatif à cette cession et notamment l'acte authentique de vente, charge la Société Civile Professionnelle « Jean-Marc NAZ, Bernard PACAUD, Jacques PARIZZI, Patricia MUGNIER, Isabelle VIVANCE et Chloé LALLEMANT, Notaires », sise 1, rue Paul Cézanne, BP 363 - 74 012 ANNECY Cedex, de prendre l'attache de l'étude notariale de maître Jean François LEFEVRE 111, Avenue des Salines Royales 73 600 MOUTIERS, chargé par le Département de la Savoie d'établir tous actes et documents nécessaires à ladite acquisition, et dit que les frais d'acte et de géomètre seront à la charge de la commune.

Délibération n° 222-2019 : Acquisition de la parcelle cadastrée section C n°347 (3 085 m²) sise au lieu-dit « L'Abergement » à Courchevel

Monsieur Jean-Marc BELLEVILLE expose : la commune s'est rapprochée du Conseil Départemental afin d'acquérir à titre gratuit un certain nombre de parcelles lui appartenant sur le territoire de la commune déléguée de Saint-Bon nécessaire à la dynamisation de la station ou au bon entretien de ces espaces voiries. A cet effet, la commission permanente du Conseil Départemental a délibéré favorablement le 14 juin 2019 pour la cession à titre gratuit à la commune de la parcelle cadastrée section C n°347 (3085 m²) moyennant la mise en œuvre d'une clause d'intéressement sui générís d'une durée de 15 ans selon les modalités suivantes :

- Un intéressement sui générís sera exigible de la commune en cas de mutation dans le délai de quinze (15) ans à compter de la date de cession par le Département, des biens précités, le tout dans les conditions ci-après exposées.
- Lors de toute mutation du bien (vente, échange, ou apport en société) dans le délai de quinze (15) années à compter de la date de cession par le Département, pour tout ou partie du bien, pour un prix supérieur à la valeur d'acquisition, la Commune de Courchevel (ou le sous acquéreur en cas de reventes successives) versera au Département un intéressement correspondant à 50% de la plus-value réalisée.
Cette plus-value sera égale à la différence positive entre la valeur de la mutation et la valeur d'acquisition, déduction faite de la valeur du coût de tout aménagement ou construction réalisée. En cas de mutations successives, cet intéressement sera calculé en tenant compte de la valeur de revente et de la valeur d'acquisition pour chaque opération de mutation prise isolément.
- La clause d'intéressement s'appliquera également lorsque la vente intervient après une ou plusieurs cessions à titre gratuit.
- En cas de mutation d'une partie des biens, la clause d'intéressement poursuivra ses effets sur la partie du bien non mutée.
- Les modalités de mise en œuvre, de durée, etc. de la clause d'intéressement seront rapportées dans tous les actes de cession (donation, vente ou apport) concernant tout ou partie des parcelles et feront l'objet de publication au service de la publicité foncière. Le Département de la Savoie interviendra à la signature desdits actes de sorte qu'il existe une relation contractuelle directe entre, d'une part, le Département et, d'autre part, le revendeur ou donataire, le sous-acquéreur ou le bénéficiaire de l'apport. »

Au vu de ces éléments, il est demandé au conseil municipal d'accepter cette acquisition et d'autoriser Monsieur le Maire à signer les actes correspondants à cette décision.

Le conseil municipal, à l'unanimité accepte l'acquisition à titre gratuit de la parcelle cadastrée section C n°347 (3085 m²) sise au lieu-dit « L'Abergement » auprès du Département de la Savoie, autorise Monsieur le Maire à signer les actes correspondants à cette décision, charge la SCP BOUDET &

PERALDI, notaires à 80 rue de la Madelon, Le Praz – 73120 COUORCHEVEL, d'établir l'acte correspondant, et dit que les frais d'acte seront à la charge de la commune.

Délibération n° 223-2019 : Cession du terrain cadastré section AD n° 100 (674 m²) sis au lieu-dit « Jardin Alpin » à Courchevel (1 850) - autorisation de signature de l'acte authentique de vente

Monsieur Jean-Marc BELLEVILLE expose : les consorts JALINOT ont souhaité acquérir le terrain cadastré section AD n° 100 (674 m²) sis au lieu-dit « Jardin Alpin » à Courchevel (1 850). A cet effet, une promesse synallagmatique de vente sous conditions suspensives a été signée par les parties les 26 mars, 30 mars et 18 avril 2018 portant sur une cession au prix de 2 025 000 € HT, T.V.A. sur la marge en sus à la charge de l'acquéreur notamment sous les conditions suspensives de droit commun et sous les conditions suspensives de l'obtention d'un permis de construire devenu définitif permettant la réalisation d'une surface de plancher (SP) maximale de 225 m². Par avenant à ladite promesse synallagmatique de vente signée les 7 et 19 octobre 2018, la date de dépôt du dossier de permis de construire a été repoussée du 30 avril au 30 septembre 2018 et la levée de l'ensemble des conditions suspensives a été prolongée du 30 novembre 2018 au 30 avril 2019. Le permis de construire a été déposé le 28 septembre 2018 et délivré le 23 novembre 2018. Il s'avère que l'arrêté de permis de construire a fait l'objet d'un recours gracieux déposé le 22 janvier 2019, que la mairie a rejeté par courrier recommandé réceptionné le 5 mars 2019. Les consorts JALINOT ont ensuite obtenu de la part du Tribunal Administratif de Grenoble une attestation de non recours à l'encontre dudit permis de construire, datée du 15 mai 2019 ; donc postérieure à l'échéance de la promesse de vente. Par la suite la procédure de bornage a révélé une modification de l'assiette foncière conduisant le pétitionnaire à modifier le projet ayant fait l'objet du permis de construire cité précédemment. Afin de permettre l'aboutissement de ce dossier, les parties se sont une nouvelle fois rapprochées pour conditionner la cession à la seule obtention du permis de construire modificatif ; les acquéreurs ayant indiqué qu'ils n'entendaient pas ériger en condition suspensive l'obtention du caractère définitif dudit permis de construire modificatif, lequel caractère définitif aurait consisté en l'absence de tous recours gracieux ou contentieux, absence de recours de tiers (gracieux ou contentieux), retrait, opposition, annulation ou déféré préfectoral à l'encontre dudit permis de construire modificatif. Dans ces conditions, il est donc proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer directement l'acte authentique de vente et toute pièce requise nécessaire à ladite cession.

Le conseil municipal, à l'unanimité décide de signer l'acte authentique de vente portant sur le terrain cadastré section AD n° 100 (674 m²) sis au lieu-dit « Jardin Alpin » à Courchevel (1 850) avec la SARL BLUE MYRTILLE, représentée par Madame Corinne JALINOT, 26 Rue du Docteur Horand 69 230 SAINT GENIS LAVAL immatriculée au RCS de Lyon 841 005 648 et la SARL LES SOLIERES, représentée par Monsieur Christophe JALINOT et Culla Emma BERTRAN, 3 Rue du Parc Montsouris 75 014 PARIS immatriculée au RCS de Paris 840 841 555 au prix de DEUX MILLIONS VINGT CINQ MILLE EUROS (2 025 000,00 €), Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A) en sus à la charge de l'acquéreur, déduction faite du versement effectué au titre du dépôt de garantie correspondant à 6 % du prix de vente Hors Taxes, soit 121 500 € au jour de la signature de la promesse synallagmatique de vente sous conditions suspensives les 26 mars, 30 mars et 18 avril 2018 sous la seule condition de la délivrance du permis de construire modificatif susvisé sans attendre l'obtention du caractère définitif dudit permis de construire modificatif tel que ci-dessus indiqué en préambule, dit qu'en cas de réalisation d'une SP supérieure aux 225 m² cités ci-dessus dans le délai de dix (10) ans courant à compter de la signature de l'acte authentique de vente, l'acquéreur ou tout futur propriétaire sera redevable auprès de la commune à titre de clause pénale d'une somme s'élevant à 18 000,00 € HT/m² de SP, Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) en sus réactualisée selon le dernier indice INSEE du coût de la construction, qu'en complément de la clause pénale indiquée ci-dessus à l'effet de garantir la commune du respect de l'obligation contractuelle consistant à ne pas édifier de mètres carrés de surface de plancher supplémentaire aux 225 m², tout acquéreur ou propriétaire devra remettre

concomitamment à la signature de tout acte translatif de propriété une garantie autonome à première demande émanant d'une banque ayant un établissement stable en France garantissant le versement d'une somme de 729 000,00 € ou la constitution au profit de la commune d'une hypothèque conventionnelle en rang utile, sur le bien objet de la cession, en garantie de la même somme, que pour le cas où le bien vendu ferait l'objet d'une mise en copropriété, la somme ci-dessus de SEPT CENT VINGT NEUF MILLE EUROS (729.000,00 €), permettant de garantir la commune de la somme prévue à titre de clause pénale, fera l'objet d'une ventilation au prorata des droits de chacun des copropriétaires dans ladite copropriété, et que dans l'hypothèse où l'acquéreur ou le sous-acquéreur choisirait de constituer une hypothèque conventionnelle au profit de la commune de COURCHEVEL et que ledit acquéreur ou sous-acquéreur devrait constituer dans le même temps une garantie hypothécaire au profit d'un créancier en garantie des fonds prêtés destinés à la réalisation de cette acquisition, la commune de COURCHEVEL pourra céder son rang à l'effet de permettre au prêteur de deniers de prendre une garantie en premier (1^{er}) rang, autorise Monsieur le Maire à procéder à la signature de tout acte relatif à cette décision, et charge la Société Civile Professionnelle « Jean-Marc NAZ, Bernard PACAUD, Jacques PARIZZI, Patricia MUGNIER, Isabelle VIVANCE et Chloé LALLEMANT, Notaires », sise 1, rue Paul Cézanne, BP 363 - 74 012 ANNECY Cedex, d'établir tous actes et documents nécessaires audit acte.

Délibération n° 224-2019 : Autorisation de signature d'un acte de servitude de cour commune grevant la parcelle cadastrée section C n° 2 522 (fonds servant) au profit de la parcelle cadastrée section C n° 2 521 (fonds dominant) et acquisition des parcelles cadastrées section C n° 909p et 912p - lieu-dit « Derrière le Lételé »

Monsieur Jean-Marc BELLEVILLE expose : la SCI MANITSOQ a reçu une décision d'opposition à une Déclaration Préalable n° 73.227.18.M.5025 le 02 mai 2019 portant sur un projet de surélévation d'un garage existant sis 37, rue du Lételé (section C n° 2 521) pour non-respect de l'article UC 6.2.1.1 du règlement du PLU car le bâtiment existant est situé au plus défavorable en limite d'emprise publique et présente une hauteur inférieure à 3,50 mètres. De ce fait, il ne bénéficie pas de droit acquis sur son emprise actuelle et doit respecter un recul de 4 mètres minimum par rapport audit domaine public. Madame Candice PINONCELY et Monsieur Marc LAZZARONI, propriétaires de la parcelle cadastrée section C n° 2 521, se sont rapprochés de l'exécutif communal afin que leur soit octroyée une servitude de cour commune grevant la parcelle communale représentée par la route communale cadastrée section C n° 2 522 sur une surface de 30,55 m² afin de respecter ainsi les dispositions du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.). Les parties se sont entendues sur une valeur forfaitaire de 12 000 € HT, TVA en sus à la charge de Madame Candice PINONCELY et Monsieur Marc LAZZARONI pour la servitude de cour commune et Monsieur LAZZARONI, agissant pour le compte de la SCI MANITSOQ, a procédé le 28 juin 2019 au dépôt d'une nouvelle Déclaration Préalable enregistrée sous le numéro 73.227.19.M.5043. Lors de cette rencontre la commune a souhaité également procéder à la régularisation, par une cession à l'euro symbolique, de la voie du Lételé dont une partie empiète sur une partie des parcelles cadastrées section C n° 909 et 912 appartenant à la SCI MANITSOQ, représentée par Monsieur Marc LAZZARONI. Au vu de ces éléments, il est demandé au conseil municipal d'accepter cette servitude de cour commune et cette acquisition et d'autoriser Monsieur le Maire à signer les actes correspondants.

Le conseil municipal, à l'unanimité décide d'établir, conformément au plan joint, une servitude de cour commune sur une surface de 30,55 m² grevant la parcelle communale cadastrée section C n° 2 522 (fonds servant) au profit de la parcelle cadastrée section C n° 2 521 (fonds dominant) sises au lieu-dit « Derrière Le Lételé » appartenant à Madame Candice PINONCELY et Monsieur Marc LAZZARONI, dit que :

- ladite servitude de cour commune sera soumise au versement par le bénéficiaire d'une indemnité établie sur la base de l'assiette foncière de la servitude de cour commune (30,55 m²) et

s'élevant à 12 000,00 € Hors Taxe, TVA en sus à la charge de Madame Candice PINONCELY et Monsieur Marc LAZZARONI,
➤ les frais de géomètres et d'acte seront à la charge de Madame Candice PINONCELY et Monsieur Marc LAZZARONI.

Le conseil municipal autorise Monsieur le Maire à signer une convention synallagmatique de constitution de servitude de cour commune sous condition suspensive d'obtention de la Déclaration Préalable n° 73.227.19.M.5043 une fois celle-ci devenue définitive, ainsi qu'à signer l'acte authentique de constitution de servitude de cour commune ainsi que tous autres documents correspondants ou devant conduire à cette décision, décide d'acquérir à l'euro symbolique à la SCI MANITSOQ, représentée par Madame Candice PINONCELY et Monsieur Marc LAZZARONI, co-gérants, dont le siège social est à COURCHEVEL (73 120), 40, Rue du Lételé, Chalet Uummanaq, COURCHEVEL VILLAGE, immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le n° 794 950 154, les parties des parcelles cadastrées section C n° 909 & 912 impactées par la route du Lételé selon les documents d'arpentage à réaliser par le cabinet de géomètres, autorise Monsieur le Maire à signer les actes correspondants à cette décision, dit que les frais liés à l'acquisition (frais de géomètre et d'acte) seront à la charge de la commune, et charge la SCP BOUDET & PERALDI, notaires, sis 80 Rue de la Madelon, Le Praz, 73 120 COURCHEVEL d'établir tous actes et documents nécessaires tant à la servitude de cour commune qu'à l'acquisition.

Délibération n° 225-2019 : Autorisation de dépôt d'un permis de construire modificatif sur la parcelle communale cadastrée section C n°1 492p - lieu-dit « Le Plantret » - Courchevel Village (1550)

Monsieur Jean-Marc BELLEVILLE expose : Par délibération n°31-2019 en date du 7 mars 2019, le conseil municipal a autorisé la signature d'un protocole d'accord transactionnel avec la société C.B.C. représentée par Madame CARRARA puis d'un acte notarié pour régulariser l'emprise de la route des Brigues et un échange de terrains non abouti du fait de la situation juridique et historique complexe relative à ces terrains. L'acte notarié étant en cours de rédaction, la mutation de la parcelle cadastrée section C n°2 456 (issue de la parcelle communale cadastrée section C n°1 492) n'est donc pas encore effective. Or le 29 mai 2019, la société C.B.C. a déposé un permis de construire modificatif n°73.227.13.M.1009M01 ayant comme assiette foncière les parcelles cadastrées section C n°2 453 et 2 456. Au vu de ces éléments et afin de permettre la délivrance dudit permis de construire modificatif en attendant l'aboutissement de ce dossier, il appartient donc au conseil municipal d'autoriser le dépôt dudit permis de construire modificatif sur la parcelle communale cadastrée section C n°1 492 p (nouveau numéro à venir 2 456).

Le conseil municipal, à l'unanimité autorise le dépôt du permis de construire modificatif n°73.227.13.M.1003 M01 par la société C.B.C. portant notamment sur la parcelle communale cadastrée section C n°2 456 (issue de la parcelle C n°1 492).

Délibération n° 226-2019 : Retrait partiel de la délibération n° 170-2019 du 18 juin 2019 portant autorisation de dépôt des demandes d'urbanisme par la SAEM Société des Trois Vallées pour l'aménagement du front de neige de la Tania

Monsieur Jean-Marc BELLEVILLE expose : Par délibération en date du 18 juin 2019, le conseil municipal avait autorisé la Société des Trois Vallées à déposer sur des parcelles communales les demandes d'urbanisme suivantes :

- autorisation de démolir le téléski Troïka et les deux tapis roulants existants.
- autorisation d'Exécution de Travaux (DAET) pour la réalisation des tapis roulants.
- autorisation d'Aménagement de Piste (DAAP) pour l'aménagement du front de neige.
- autorisation de Mise en Exploitation (DAME)

Le permis de démolir du téléski Troïka a été délivré le 3 juillet 2019. Cependant, à l'issue d'un nouvel échange technique avec la Société des Trois Vallées, il s'est avéré que les conditions n'ont pas pu être réunies pour la réalisation d'une piscine. Egalement, la présence de grands talus, face au cœur de la station, notamment liés à la création du tunnel d'accès à l'espace de ski des enfants, constituaient un handicap. Dans ce contexte, il est proposé au conseil municipal de retirer partiellement la délibération n°170-2019 du 18 juin 2019 pour ce qui concerne les DAET, DAAP et DAME citées ci-dessus dans l'attente de nouveaux plans techniques.

Le conseil municipal, décide de retirer partiellement la délibération n° 170-2019 du 18 juin 2019 en ce qui concerne le dépôt des DAET, DAAP et DAME citées en préambule.

6- COMMANDE PUBLIQUE

Délibération n° 227-2019 : Approbation et autorisation de signature à Monsieur le Maire pour des marchés de travaux concernant la construction de la maison des Pious-Pious à Courchevel Moriond

Monsieur Jean-Christophe VIDONI expose : Il rappelle au conseil municipal qu'une consultation en procédure adaptée été lancée concernant la construction de la maison des Pious-Pious à Courchevel Moriond. Les travaux consistent en la construction d'un bâtiment salle polyvalente avec ski room et rangements, sur un niveau, en clos-couvert. A ce titre, un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé au Dauphiné Libéré le 26 juin 2019, fixant la date limite de réception des offres au 17 juillet 2019 à 12h. Cette consultation est composée de six lots :

Lot 1 : Terrassement - VRD

Lot 2 : Gros oeuvre - maçonnerie - parement

Lot 3 : Charpente bois - Couverture Lauzes - Bardage

Lot 4 : Etanchéité

Lot 5 : Peintures - enduit et isolation extérieure

Lot 6 : Menuiseries extérieures bois

Les offres reçues pour ce lot ont été notées conformément aux critères définis dans le règlement de la consultation, à savoir le critère de la valeur technique avec une pondération de 40 %, le prix des prestations avec une pondération de 60 %. La commission d'achats qui s'est tenue le 13 août 2019 propose d'attribuer ce marché à la société ayant obtenu la meilleure notation et qui présente donc l'offre économiquement la plus avantageuse, à savoir :

Pour le lot 1 : Terrassement - VRD la société FTGE pour un montant de 39 500,00 € HT

Pour le lot 2 : Gros oeuvre - maçonnerie - parement la société GRAVIER pour un montant de 246 921,50 € HT

Pour le lot n°3 : Charpente bois - Couverture Lauzes - Bardage la société ABILO pour un montant de 91 000,00 € HT

Pour le lot n°4 : Etanchéité la société AREO pour un montant de 30 629,40 € HT

Pour le lot n°5 : Peintures - enduit et isolation extérieure la société VAL DECOR pour un montant de 5 794,00 € HT

Pour le lot n°6 : Menuiseries extérieures bois la société MENUISERIES BLANC pour un montant de 31 500,00 € HT

Dès lors, le montant global des travaux concernant la construction de la maison des Pious-Pious s'élève à 445 344,90 € HT.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé au conseil municipal d'attribuer lesdits marchés et d'autoriser Monsieur le Maire à les signer.

Le conseil municipal, à l'unanimité approuve les choix :

- de la société FTGE pour un montant de 39 500,00€ HT et selon le descriptif technique remis dans son offre pour le lot n°1,

- de la société GRAVIER pour un montant de 246 921,50 € HT et selon le descriptif technique remis dans son offre pour le lot n°2,
- de la société ABILO pour un montant de 91 000,00 € HT et selon le descriptif technique remis dans son offre pour le lot n°3,
- de la société AREO pour un montant de 30 629,40 € HT et selon le descriptif technique remis dans son offre pour le lot n°4,
- de la société VAL DECOR pour un montant de 5 794,00 € HT et selon le descriptif technique remis dans son offre pour le lot n°5,
- de la société MENUISERIES BLANC pour un montant de 31 500,00 € HT et selon le descriptif technique remis dans son offre pour le lot n°6.

Le conseil municipal, autorise Monsieur le Maire à signer le marché pour le montant ci-dessus énoncé, que les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont prévus au budget principal, à l'opération 955.

Délibération n° 228-2019 : Approbation et autorisation de signature à Monsieur le Maire pour des marchés de travaux concernant la construction d'un bâtiment technique au Praz

Monsieur Jean-Christophe VIDONI expose : Il rappelle au conseil municipal qu'une consultation en procédure adaptée été lancée concernant la Construction d'un bâtiment technique au Praz. Ce bâtiment sera implanté à côté du stade de saut à ski et sera destiné à accueillir un simulateur de ski. A ce titre, un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé au Dauphiné Libéré le 26 avril 2019, fixant la date limite de réception des offres au 21 mai 2019 à 12h. Cette consultation est composée de huit lots :

Lot 1 : Terrassement VRD

Lot 2 : Gros oeuvre

Lot 3 : Charpente métallique – Couverture

Lot 4 : Bardage Bois - Menuiserie

Lot 5 : Serrurerie

Lot 6 : Electricité

Lot 7 : Plomberie

Lot 8 : Charpente bois

A l'issue de cette première consultation les offres du lot 6 dépassaient largement les estimations de la maîtrise d'œuvre, ce lot a donc été déclaré sans suite. Quant aux lots 7 et 8, aucune offre n'a été déposée. Dès lors une nouvelle consultation a été lancée pour ces 3 lots. Ces lots seront attribués à l'occasion du prochain conseil municipal. Les offres reçues ont été notées conformément aux critères définis dans le règlement de la consultation, à savoir le critère de la valeur technique avec une pondération de 40 %, le prix des prestations avec une pondération de 60 %. La commission d'achats qui s'est tenue le 13 août 2019 propose d'attribuer chaque marché à la société ayant obtenu la meilleure notation et qui présente donc l'offre économiquement la plus avantageuse, à savoir :

Pour le lot n°1 : Terrassement VRD la société EIFFAGE CONSTRUCTION pour un montant de 16 000,00 € HT

Pour le lot n°2 : Gros oeuvre la société HABITAT SAVOYARD pour un montant de 97 848,98 € HT

Pour le lot n°3 : Charpente métallique – Couverture la société BEJEAN pour un montant de 77 005,23 € HT

Pour le lot n°4 : Bardage Bois - Menuiserie la société DURAZ pour un montant de 31 000 € HT

Pour le lot n°5 : Serrurerie la société STA pour un montant de 7 880,80 € HT

Dans l'attente de l'attribution des 3 lots restants, le montant global des travaux concernant la construction du bâtiment technique au Praz s'élève à 229 735,01 € HT.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé au conseil municipal d'attribuer lesdits marchés et d'autoriser Monsieur le Maire à les signer.

Le conseil municipal, à l'unanimité approuve les choix :

- de la société EIFFAGE CONSTRUCTION pour un montant de 16 000,00 € HT et selon le descriptif technique remis dans son offre pour le lot n°1,
- de la société HABITAT SAVOYARD pour un montant de 97 848,98 € HT et selon le descriptif technique remis dans son offre pour le lot n°2,
- de la société BEJEAN pour un montant de 77 005,23 € HT et selon le descriptif technique remis dans son offre pour le lot n°3,
- de la société DURAZ pour un montant de 31 000 € HT et selon le descriptif technique remis dans son offre pour le lot n°4,
- de la société STA pour un montant de 7 880,80 € HT et selon le descriptif technique remis dans son offre pour le lot n°5,

Le conseil municipal, autorise Monsieur le Maire à signer les marchés pour les montants ci-dessus énoncés, et dit que les crédits nécessaires à l'exécution de ces marchés sont prévus au budget principal, à l'opération 982.

La délibération concernant l'achat d'une balayeuse aspiratrice de voirie a été retirée avant la séance du conseil municipal public.

Délibération n° 229-2019 : Approbation et autorisation de signature à Monsieur le Maire pour un marché concernant l'achat d'un fourgon tôle 4x4

Monsieur Jean-Christophe VIDONI expose : Il rappelle au conseil municipal que l'acquisition de ce fourgon viendrait en remplacement d'un fourgon, datant de 2008, utilisé par les services bâtiment et patrimoine pour le transport de matériel ainsi que pour des interventions d'urgence et de dépannage. Cette consultation est liée aux autres consultations concernant l'achat de véhicules lancées en 2019 par la Mairie. Ce marché est donc passé en procédure d'appel d'offres ouvert. A ce titre, un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé au BOAMP et au JOUE le 24 juin 2019, fixant la date limite de réception des offres au 24 juillet 2019 à 12h. Les offres ont été notées conformément aux critères définis dans le règlement de la consultation, à savoir le critère du prix des prestations avec une pondération de 50%, la valeur technique avec une pondération de 40 % et le délai de livraison avec une pondération de 10 %. La commission d'appel d'offres qui s'est tenue le 13 août 2019 propose d'attribuer le marché à la société ayant obtenu la meilleure notation et en conséquence le meilleur rapport qualité prix, à savoir :

L'entreprise JEAN LAIN pour son offre de base d'un montant 30 105,43 € HT ainsi que la reprise d'un Peugeot Boxer pour un montant de 1 250,00 € HT.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé au conseil municipal d'attribuer ledit marché et d'autoriser Monsieur le Maire à le signer.

Le conseil municipal, à l'unanimité approuve le choix de l'entreprise JEAN LAIN pour son offre de base d'un montant 30 105,43 € HT ainsi que la reprise d'un Peugeot Boxer pour un montant de 1 250,00 € HT autorise Monsieur le Maire à signer le marché pour le montant ci-dessus énoncé, et dit que les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont prévus au budget principal, opération 116.

7- AMENAGEMENT DE LA MONTAGNE

Délibération n° 230-2019 : Modification de la délibération n° 127-2019 du 23 mai 2019 relative aux mesures compensatoires au titre du code de l'environnement pour le réaménagement de la piste « Jockeys » dans le cadre des Championnat du Monde 2023

Madame Laurence CHEVALLIER expose : Par délibération en date du 8 novembre 2018, modifiée le 23 mai 2019, le conseil municipal avait accepté la mise en œuvre de mesures compensatoires au titre du

Code de l'Environnement dans des forêts communales pour le réaménagement de la piste Jockeys en perspective des championnats du monde de ski 2023. Il avait été décidé de créer, d'une part, des îlots de sénescence pour une surface de 15 ha et, d'autre part, une zone de 18 hectares avait été identifiée pour la mise au sol de 1 425 m³ de bois mort destinés à la régénération de la mousse Buxbaumia Viridis. Compte tenu des contraintes sportives de la Fédération Internationale de Ski, les surfaces à défricher ont été augmentées de 0,4 ha ; dans ce contexte, il convient d'ajuster les surfaces des mesures compensatoires, à savoir : les zones des îlots de sénescence passent de 15 à 15,95 hectares, et les zones dédiées à la régénération de la mousse Buxbaumia Viridis passent de 17 à 19,63 hectares. Par ailleurs, le montant des mesures compensatoires liées au code forestier s'élève désormais à 110 527 € TTC. En conséquence, il est proposé au conseil municipal d'accepter de porter tous les éléments relatifs aux mesures compensatoires environnementales dans un futur accord conventionnel à conclure avec la Société des Trois Vallées.

Le conseil municipal, à l'unanimité, accepte l'accroissement des mesures compensatoires présenté ci-dessus, et dit que tous les éléments relatifs aux mesures compensatoires seront portés dans un futur accord conventionnel à conclure avec la Société des Trois Vallées.

8. COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES EN VERTU DES ARTICLES L. 2122-22 ET L. 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Décision n°45-2019 du 24 juillet 2019

Désignation de maître Jean-Marc PETIT pour défendre les intérêts de la commune dans l'affaire SARL IREN c/caducité du PC n°73 227 11 M 1090 délivré le 26/06/2012 à la SARL IREN

Décision n°47-2019 du 1^{er} août 2019

Avenant n°1 dans le cadre de la mission de maîtrise d'œuvre concernant l'aménagement des abords de l'église de Courchevel

9. INFORMATION DIVERSES

Information sur le lancement de la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune déléguée de Saint-Bon-Tarentaise :

Conformément à l'article L. 151-41 du Code de l'Urbanisme, le règlement du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune déléguée de Saint-Bon-Tarentaise approuvé le 31 janvier 2017 institue un certain nombre d'emplacements réservés (E.R.) en vue de la réalisation d'ouvrages et d'équipements publics. C'est notamment le cas pour les E.R. identifiés sous les numéros 1 et 15. Ainsi, il est rappelé que l'ER n°1 a été créé pour permettre l'aménagement d'un parc de stationnement à l'entrée du village du Grand Carray. Au regard de projets privés de constructions de garages, il s'avère que la capacité du futur parking public tel qu'il avait été envisagé peut être réduite. Il est donc proposé de diminuer l'emprise foncière de l'E.R. n°1 dans le cadre d'une procédure de modification simplifiée. L'E.R. n°15 est, quant à lui, destiné à permettre l'aménagement d'un carrefour et d'un arrêt bus au lieu-dit « Sur la Cour » au Praz pour une superficie totale de 4.065 m². Or, il s'avère qu'à ce jour, l'emprise de l'E.R. n°15 sur les parcelles cadastrées section G n°127 et n°130, sur une surface approximative de 150 m², peut être supprimée puisque l'aire de stationnement des bus a été créée. Il est donc envisagé, dans le cadre d'une procédure de modification simplifiée du P.L.U., de procéder à cette suppression partielle.

Information sur le lancement de la modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune déléguée de La Perrière :

Conformément à l'article L. 151-41 du Code de l'Urbanisme, le règlement du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune déléguée de La Perrière approuvé le 30 mai 2006 a institué un emplacement réservé (E.R.) identifié sous le numéro 21 et situé à La Nouvaz. Cet E.R. est destiné à permettre un aménagement de voirie en vue de faciliter l'accès au lieu-dit « Au Boutout ».

Or, il s'avère qu'un cheminement existe déjà garantissant la desserte de ce secteur et qu'il donc possible de procéder à la suppression dudit E.R. n°21. Dans cette perspective, il est envisagé d'engager une procédure de modification simplifiée du P.L.U. de la commune déléguée de La Perrière.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h45